

Est-il possible de dissuader Poutine d'utiliser l'arme nucléaire?

Poutine est face à un dilemme: accepter une déroute militaire ou recourir à l'arme nucléaire dans l'espoir de retourner la situation en sa faveur.

C'est un fait: le risque n'a jamais été aussi élevé d'une utilisation de l'arme nucléaire sur le territoire européen. Car Vladimir Poutine est aujourd'hui face à un dilemme: accepter une déroute militaire ou escalader vers l'apocalypse dans l'espoir, tout théorique, d'une «desescalade» conventionnelle. D'autant que l'attaque du pont de Crimée – opération spéciale ukrainienne ou manipulation russe? – fait pencher largement la balance du côté de l'apocalypse.

La question n'est donc pas de savoir si Poutine utilisera l'arme nucléaire, mais comment le dissuader avant qu'il ne le fasse, si tant est que cela soit possible?

La singularité de la dissuasion nucléaire est qu'elle se joue non pas sur le champ de bataille, mais dans la tête du nombre, très restreint, des dirigeants politiques qui donnent les ordres et des militaires qui les exécutent. Elle est le fruit d'un calcul rationnel consistant à peser les gains et les pertes potentiels d'une attaque ou d'une riposte qui peuvent se traduire par l'annihilation. C'est pour cette raison que les cinq membres du Conseil de sécurité des Nations-Unies ont affirmé le 3 janvier dernier «qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée».

Pas «fou», mais manipulateur, menteur, affabulateur...

Mais Vladimir Poutine est-il rationnel? Certes, il n'est pas «fou», c'est-à-dire privé de raison. Il serait même, selon les dires de l'ancien président François Hollande, qui l'a rencontré, «doté d'une vive intelligence». Mais il est manipulateur, menteur et affabulateur. Ancien membre du KGB, dont il possède tous les codes, il en a été exclu, car il faisait prendre des risques inconsidérés à ses camarades. Il est arrivé au pouvoir grâce au hasard et au soutien de la mafia de Saint-Petersbourg, un milieu qui ne parle que le langage de la force, où la violence est récompensée et où il vaut mieux, en toutes circonstances, frapper le premier. C'est Ali Baba et les quarante voleurs.

Pour autant, s'il raisonne, Poutine raisonne mal, et même très mal. Il a sous-estimé la résistance du peuple ukrainien; il a surestimé la force de sa propre armée; il a mal mesuré la détermination du «vieux» Joe Biden et l'unité des Européens pour lui infliger des sanctions économiques sans précédent; il a cru les paroles d'amitié sans limites du président chinois et n'a pas anticipé l'adhésion par ricochet de la Suède et de la Finlande à l'Otan. Tout récemment, il n'a



Frédéric Mauro

*Chercheur associé à l'IRIS
Avocat au barreau de Bruxelles*

pas mesuré l'effet délétaire qu'aurait une mobilisation en masse. Si c'est un «stratège», c'est sans doute le pire que la Russie n'ait jamais porté en ses flancs.

Or cette mauvaise rationalité du décideur russe complice sérieusement le calcul des Occidentaux. Comment dissuader quelqu'un qui estime qu'un «monde sans la Russie n'aurait pas d'intérêt», qui n'a aucun scrupule à sacrifier ses soldats, son économie et la destinée de son pays pour quelques arpents de terre en Ukraine – comme si la Russie en manquait – à la poursuite de la grandeur passée de la chimère impériale-soviétique? Il est à craindre que la réponse soit: on ne peut pas. D'autant qu'en annexant les territoires conquis, le dictateur a brûlé ses vaisseaux.

À défaut de dissuader Poutine, il est peut-être encore possible de dissuader ceux qui l'entourent. Comment? Par un engagement des trois puissances nucléaires occidentales, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France qu'une utilisation de l'arme nucléaire russe en Ukraine entraînerait une riposte nucléaire à due proportion, ou à tout le moins un anéantissement des forces conventionnelles russes sur le sol ukrainien, comme cela a été évoqué par d'anciens généraux américains.

À défaut de dissuader Poutine, il est peut-être encore possible de dissuader ceux qui l'entourent.

Un avertissement clair et fort

Les Occidentaux ne sont pas obligés de dire s'ils choisiront la riposte nucléaire ou conventionnelle afin de laisser planer l'«ambiguïté stratégique». Mais l'avertissement doit être clair et fort et pour cela, il doit émaner des trois puissances occidentales, pas seulement des États-Unis. Cet avertissement ne dissuadera pas Poutine, mais il fera réfléchir tous ceux qui l'entourent. Il rétablira la symétrie de la dissuasion: arrêter la force par la force et la menace par la menace. Ce ne serait au fond qu'honorer le mémorandum de Budapest de 1994 par lequel l'Ukraine a accepté de renoncer à ses armes nucléaires, en contrepartie de garanties sur sa sécurité.

Une chose est sûre: ce qui se passe aujourd'hui en Russie aura des conséquences sur l'architecture mondiale de sécurité et de défense. Car si demain la Russie utilise l'arme nucléaire en Ukraine, personne ne pourra empêcher Taïwan, la Corée du Sud, l'Iran et l'Arabie saoudite de vouloir se doter de l'arme nucléaire pour se protéger d'un voisin en disposant. La Chine ferait bien de méditer cela.